

Note explicative accompagnant les propositions de révision des instruments d'aides d'État applicables dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture

La présente note vise à clarifier les objectifs et la portée des propositions de révision des instruments d'aides d'État applicables dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, qui sont censés s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2023:

- ▶ le projet de lignes directrices concernant les aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture (le «projet de lignes directrices»);
- ▶ le projet de règlement de la Commission déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et abrogeant le règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission (le «projet de règlement d'exemption par catégorie»); et
- ▶ le projet de règlement de la Commission modifiant le règlement (UE) n° 717/2014 en ce qui concerne sa période d'application et les montants cumulés maximaux des aides *de minimis* (le «projet de règlement modificatif *de minimis*»).

La présente note accompagne la consultation publique sur ces instruments, qui sera ouverte jusqu'au 13 mars 2022.

Les citoyens, les organisations et les pouvoirs publics sont invités à donner leur avis sur les propositions de la Commission. Outre la consultation, deux réunions seront également organisées avec les États membres afin de recueillir leur avis sur les deux règlements susmentionnés.

La consultation sur les lignes directrices sera lancée sur la base de la version anglaise du projet. Les traductions dans toutes les langues de l'UE seront progressivement ajoutées sur le site web une fois réalisées. La consultation sur le projet de règlement d'exemption par catégorie et les modifications apportées au projet de règlement modificatif *de minimis* est lancée dans toutes les langues de l'UE¹.

Les parties prenantes sont invitées à indiquer lequel des trois instruments fait l'objet de leurs observations.

Les parties prenantes sont invitées à présenter leurs observations sous forme électronique et doivent indiquer clairement si leur réponse est confidentielle. Dans ce dernier cas, il convient également de fournir une version non confidentielle de la réponse, pouvant être publiée sur le site web de la DG Concurrence.

1. Contexte

Le financement public peut faciliter le développement économique des différents secteurs de l'économie. En ce qui concerne le secteur de la pêche et de l'aquaculture, les aides d'État s'inscrivent dans le cadre plus large de la politique commune de la pêche (PCP)². Le règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche

¹ À l'exception de l'irlandais pour cette consultation publique. Toutefois, les prochains instruments d'aide d'État seront également disponibles en irlandais.

² Règlement (UE) n° 1380/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 relatif à la politique commune de la pêche (JO L 354 du 28.12.2013, p. 22).

et l'aquaculture (Feampa)³, qui est applicable depuis le 1^{er} janvier 2021, a introduit de nouvelles règles pour la PCP. En résumé, il convient, d'aligner, de façon générale, les règles en matière d'aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture sur les règles propres au Fonds⁴.

En règle générale, les États membres sont tenus de notifier toute aide d'État qu'ils souhaitent octroyer. La Commission apprécie alors l'aide et décide ensuite si elle peut l'autoriser. À cette fin, la Commission expose sa politique décisionnelle dans des lignes directrices. Toutefois, la Commission peut exempter de cette obligation de notification les types de mesures d'aide lui ayant apporté une expérience suffisante (comme le prévoient les règlements d'exemption par catégorie) ou exempter les mesures du champ d'application du contrôle des aides d'État dans l'UE lorsque leur montant est si faible qu'il n'existe aucun risque de distorsion de la concurrence (comme le prévoient les règlements *de minimis*).

Les lignes directrices pour l'examen des aides d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture actuellement en vigueur⁵ (les «lignes directrices actuelles») définissent les exigences et les critères permettant d'identifier les aides dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture que la Commission autorisera lorsque ces aides seront notifiées par les États membres. Les lignes directrices actuelles ont été adoptées en 2015 et modifiées en 2018. Elles ne comportent pas de clause de caducité et restent valables. La Commission peut toutefois décider à tout moment de les réexaminer ou de les modifier, si cela se révèle nécessaire pour des raisons de politique de la concurrence ou pour tenir compte d'autres politiques de l'Union ou pour toute autre raison justifiée.

Le règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 [le «règlement (UE) n° 1388/2014»]⁶, c'est-à-dire le règlement d'exemption par catégorie en vigueur actuellement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, recense un certain nombre de catégories d'aides considérées comme compatibles avec le marché intérieur, qui avaient été systématiquement autorisées par la Commission et pour lesquelles une notification préalable à la Commission n'est plus requise. Ce règlement s'appuie sur les exigences et critères établis par le règlement (UE) n° 508/2014 pour déterminer si une mesure donnée peut bénéficier d'une exemption par catégorie au titre de la simplification administrative. Le règlement (UE) n° 1388/2014 est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2015 et il est actuellement prévu qu'il expire le 31 décembre 2022.

Enfin, le règlement (UE) n° 717/2014 de la Commission du 27 juin 2014 [le «règlement (UE) n° 717/2014»]⁷, c'est-à-dire l'actuel règlement *de minimis* dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, détermine le plafond en dessous duquel l'article 107, paragraphe 1, du traité peut être considéré comme

³ Règlement (UE) 2021/1139 du Parlement européen et du Conseil du 7 juillet 2021 instituant le Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture et modifiant le règlement (UE) 2017/1004 (JO L 247 du 13.7.2021, p. 1) [le «règlement (UE) 2021/1139»].

⁴ Règlement (UE) 2021/1139 et règlement (UE) n° 508/2014 du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 relatif au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et abrogeant les règlements du Conseil (CE) n° 2328/2003, (CE) n° 861/2006, (CE) n° 1198/2006 et (CE) n° 791/2007 et le règlement (UE) n° 1255/2011 du Parlement européen et du Conseil (JO L 149 du 20.5.2014, p. 1) [le «règlement (UE) n° 508/2014»].

⁵ JO C 217 du 2.7.2015, p. 1, tel que modifié par le JO C 422 du 22.11.2018, p. 1.

⁶ Règlement (UE) n° 1388/2014 de la Commission du 16 décembre 2014 déclarant certaines catégories d'aides aux entreprises actives dans la production, la transformation et la commercialisation des produits de la pêche et de l'aquaculture compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (JO L 369 du 24.12.2014, p. 37, tel que modifié par le JO L 414 du 9.12.2020, p. 15).

⁷ JO L 190 du 28.6.2015, p. 45, tel que modifié par le JO L 414 du 9.12.2020, p. 15.

inapplicable, pour autant que l'aide remplisse certaines conditions. Dans ce cas, une mesure n'est pas soumise à l'obligation de notification. Le règlement (UE) n° 717/2014 est entré en vigueur le 1^{er} juillet 2014 et, après avoir été modifié en 2020, il est prévu qu'il expire le 31 décembre 2022.

Aux fins de la révision de ces instruments d'aide d'État, la Commission a recueilli des données dans le cadre d'une consultation publique⁸ en 2019. Sur la base des résultats de cette consultation, d'autres données externes et de l'expérience acquise au niveau interne, la Commission a procédé à une évaluation des instruments actuels. Comme annoncé dans l'analyse d'impact initiale publiée par la Commission en mai 2019, la Commission consultera le comité consultatif sur les projets d'instruments en matière d'aides d'État afin de recueillir leur avis. Les informations recueillies dans le cadre de la consultation publique et du comité consultatif alimenteront l'analyse d'impact sur laquelle se fondera la révision.

La présente note expose dans les grandes lignes les principaux changements envisagés par la Commission à ce stade du processus de révision. Il s'agit notamment d'aligner les règles en matière d'aides d'État sur le Feampa, ce qui concerne à son tour les priorités de la Commission, en particulier le pacte vert. L'examen sectoriel suivra les principes horizontaux du contrôle des aides d'État. Dans l'ensemble, les règles proposées rationalisent et harmonisent les règles sectorielles en matière d'aides d'État et prévoient en outre une simplification administrative permettant d'accorder une exemption par catégorie à de nouveaux types d'aides.

Le texte des projets d'instruments proposés n'est pas définitif et sera réexaminé à la lumière des commentaires et des éléments de preuve reçus dans le cadre de la présente consultation publique.

2. Modifications proposées dans le projet de règlement d'exemption par catégorie

Il est proposé d'ajouter deux nouvelles mesures au projet de règlement d'exemption par catégorie dans des domaines où la Commission peut s'appuyer sur l'expérience tirée de ses pratiques en matière de traitement des dossiers, non seulement dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, mais aussi dans le secteur agricole où des problèmes comparables se sont posés. Les catégories d'aides suivantes doivent être intégrées dans le projet de règlement d'exemption par catégorie: i) les aides destinées à remédier aux dommages causés par des conditions météorologiques défavorables et ii) les aides destinées à remédier aux dommages causés par des animaux protégés.

Le projet de règlement d'exemption par catégorie ne contient plus la mesure de soutien au démarrage des jeunes pêcheurs. Bien que ce soutien reste pleinement possible dans le cadre des règles du Feampa, dans des conditions plus favorables que celles prévues par le règlement (UE) n° 508/2014, la Commission estime que cette mesure, en raison de ses effets potentiels de renforcement des capacités, devrait à l'avenir faire l'objet d'un examen préalable en matière d'aides d'État.

En ce qui concerne l'alignement sur les règles en matière d'aides d'État applicables à d'autres secteurs économiques, la Commission considère également que l'exemption par catégorie des exonérations et réductions fiscales conformément à la directive 2003/96/CE est traitée de la manière la plus appropriée

⁸ Une consultation publique sur le réexamen des instruments d'aide d'État dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture s'est tenue précédemment, du 28 juin 2019 au 31 octobre 2019: https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/11543-De-minimis-aid-in-the-fishery-and-aquaculture-sector/public-consultation_fr.

dans les conditions énoncées à l'article 44 du règlement général d'exemption par catégorie⁹. Il est donc proposé de ne pas conserver cette disposition de manière séparée dans le règlement d'exemption par catégorie dans le secteur de la pêche.

3. Modifications proposées dans le texte du projet de lignes directrices

a) Aides destinées à remédier aux dommages causés par des animaux protégés

Outre le projet de règlement d'exemption par catégorie, le projet de lignes directrices permettra également aux États membres d'autoriser les aides destinées à compenser les dommages causés par des animaux protégés, lorsque les mesures d'aide ne bénéficient pas de l'exemption par catégorie.

b) Aides visant à compenser les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales dans le domaine de l'aquaculture et de l'infestation par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ou les États membres

Les lignes directrices actuelles prévoyaient déjà la possibilité d'autoriser les aides pour les coûts de la prévention, du contrôle et de l'éradication des maladies animales dans l'aquaculture. Dans le projet de lignes directrices, il est proposé d'inclure les coûts suivants liés i) aux maladies émergentes et ii) à l'infestation par des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ou les États membres. Cette inclusion vise à permettre aux États membres de faire face à des situations qui n'étaient pas couvertes auparavant.

c) Aide au renouvellement des flottes de pêche dans les régions ultrapériphériques

L'aide au renouvellement de la flotte de pêche dans les régions ultrapériphériques a été introduite en 2018 par une modification des lignes directrices actuelles. Le projet de lignes directrices continue de fournir une base juridique pour apprécier la compatibilité de ces mesures d'aide et maintenir l'approche préexistante. Cette dernière repose sur la nécessité pour les États membres de démontrer, au travers du rapport national le plus récent préparé conformément à l'article 22, paragraphes 2 et 3, du règlement (UE) n° 1380/2013 qu'il existe un équilibre entre la capacité de pêche et les possibilités de pêche du segment de flotte de la région ultrapériphérique à laquelle le navire de pêche appartiendra. Un ensemble limité de modifications semble nécessaire pour clarifier davantage les exigences et les critères ainsi que les procédures correspondantes.

d) Principes d'appréciation communs

Les principes d'appréciation communs, introduits dans le cadre de l'initiative de 2014 de modernisation de la politique de l'Union en matière d'aides d'État, doivent être révisés à la lumière de l'arrêt rendu dans l'affaire T-356/15, Autriche/Commission (arrêt Hinkley Point C). Dans cet arrêt, la Cour a fourni une interprétation importante de l'article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE. La modification structurelle proposée reflète cette interprétation.

⁹ Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (JO L 187 du 26.6.2014, p. 1); voir également la consultation publique jusqu'au 8.12.2021: https://ec.europa.eu/competition-policy/public-consultations/2021-gber_en.

La révision des principes d'appréciation communs est soumise à une approche globale, commune à tous les instruments d'aide d'État récemment révisés. Les modifications proposées sont cohérentes avec ces autres instruments d'aides d'État, tout en conservant certaines distinctions qui tiennent compte des spécificités du secteur de la pêche et de l'aquaculture.

4. Modifications proposées dans le projet de règlement modificatif *de minimis*

Le projet de règlement modificatif *de minimis* apporte un nombre limité de modifications au régime *de minimis* existant dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture.

Comme indiqué ci-dessus, il est actuellement prévu que le règlement (UE) n° 717/2014 expire le 31 décembre 2022. Il est donc proposé de prolonger son application jusqu'au 31 décembre 2027. Cette prolongation serait conforme à la durée de la période de programmation fixée par le règlement (UE) 2021/1139 pour le Feampa, ainsi qu'au régime *de minimis* dans le secteur agricole, qui a également été prolongé jusqu'au 31 décembre 2027 par le règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019¹⁰.

Les montants cumulés maximaux des aides *de minimis* pouvant être octroyés par chaque État membre sont fixés à l'annexe du règlement (UE) n° 717/2014 et reposent sur les données de 2011. Il est jugé approprié de procéder à une mise à jour technique de ces montants cumulés maximaux sur la base de données sectorielles plus récentes afin de refléter l'évolution du secteur. C'est pourquoi les montants cumulés maximaux figurant à l'annexe du projet de règlement modificatif *de minimis* sont fondés sur une moyenne triennale du chiffre d'affaires annuel des activités de capture, de transformation et d'aquaculture dans chaque État membre, obtenu en excluant les entrées les plus élevées et les plus faibles sur une période de cinq ans, à savoir 2014-2018.

Le projet de règlement modificatif *de minimis* précise également que le règlement (UE) n° 717/2014 ne couvrira pas les aides à l'arrêt temporaire ou définitif des activités de pêche, sauf disposition spécifique du règlement (UE) 2021/1139.

¹⁰ Règlement (UE) 2019/316 de la Commission du 21 février 2019 modifiant le règlement (UE) n° 1408/2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture (JO L 51 I du 22.2.2019, p. 1).